

Sémir Al Wardi, Jean-Marc Regnault, Jean-François Sabouret

# L'OCÉANIE CONVOITÉE

Actes des colloques

CNRS EDITIONS



# Le Japon et le Pacifique : histoire d'une relation complexe

---

## Franck MICHELIN

Professeur, Université Teikyô (Tôkyô)  
Chercheur associé, Université Paris-Sorbonne (Centre Roland Mousnier),  
Institut d'Asie orientale (Lyon), Maison franco-japonaise (Tôkyô)

Nous ferons peu mention des sources primaires et secondaires en langue japonaise dans cet article. Les personnes intéressées par ces références pourront se référer à notre thèse de doctorat<sup>1</sup>.

### Avant-propos

Archipel composé de 6 852 îles, dont 430 habitées, le Japon est un pays où la place occupée par la mer, tant pour les communications internes et externes qu'au sein de la culture, est prééminente<sup>2</sup>. Si l'on pose comme hypothèse l'adage de Napoléon selon lequel « *La politique des États est dans leur géographie* », ce pays devrait être voué à un destin maritime. Or le Japon n'a pas toujours fait le choix de la mer<sup>3</sup>. Tout comme ce fut le cas pour l'Angleterre, c'est tout d'abord le continent qui l'a attiré, avant que les difficultés rencontrées en Asie du nord-est et les opportunités offertes par la mer ne soient à l'origine d'un renversement radical de ses orientations stratégiques.

Le Japon est, durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'une des grandes puissances du Pacifique. Il inaugure alors le pivot vers le Pacifique en faisant de cette région, pour la première fois à l'époque moderne, un enjeu stratégique majeur<sup>4</sup>. C'est la force militaire qu'il a utilisée pour essayer de bâtir un bloc économique autonome vis-à-vis des États-Unis. Si cette construction, mal conçue, mise en œuvre hâtivement, a connu une fin tragique et souvent laissé un souvenir amer aux populations, elle n'en a pas moins inauguré une ère où le Sud-Est asiatique et l'Océanie sont devenus des acteurs de plein droit de ce monde.

Cette période particulière de l'histoire de l'Océanie est riche d'enseignements. Outre l'empreinte qu'a laissée ce conflit dans la région, l'histoire peut nous aider à comprendre les enjeux à long terme qui la gouvernent. Peut-être aussi que les succès et les échecs de la politique japonaise pourraient nous offrir quelques clés pour aborder l'analyse des politiques des puissances émergentes de la région.

### Entre ouverture et fermeture

Le Japon est un archipel adossé au continent asiatique. C'est par le sud de la péninsule coréenne qu'il s'en rapproche le plus, mais le nord de l'île de Kyûshû en est éloigné de 160 km - tandis que la France et l'Angleterre ne sont éloignées que de 33 km au niveau du Pas-de-Calais. Il en est assez proche pour en

1 *L'Indochine française et l'expansion vers le sud du Japon à l'orée de la Guerre du Pacifique. Politique étrangère et processus de décision, 29 juin 1940 - 8 décembre 1941*, thèse de doctorat de l'Université Paris-Sorbonne (6 décembre 2014, 895 pages). Elle est téléchargeable sur le site e-sorbonne : <http://www.e-sorbonne.fr/theses/2014pa040160>. À paraître dans la collection Empires des Éditions Vendémiaire.

2 Pour une présentation de la géographie du Japon, voir Pelletier P., *Atlas du Japon*, Autrement, Collection Atlas/Monde, 2012.

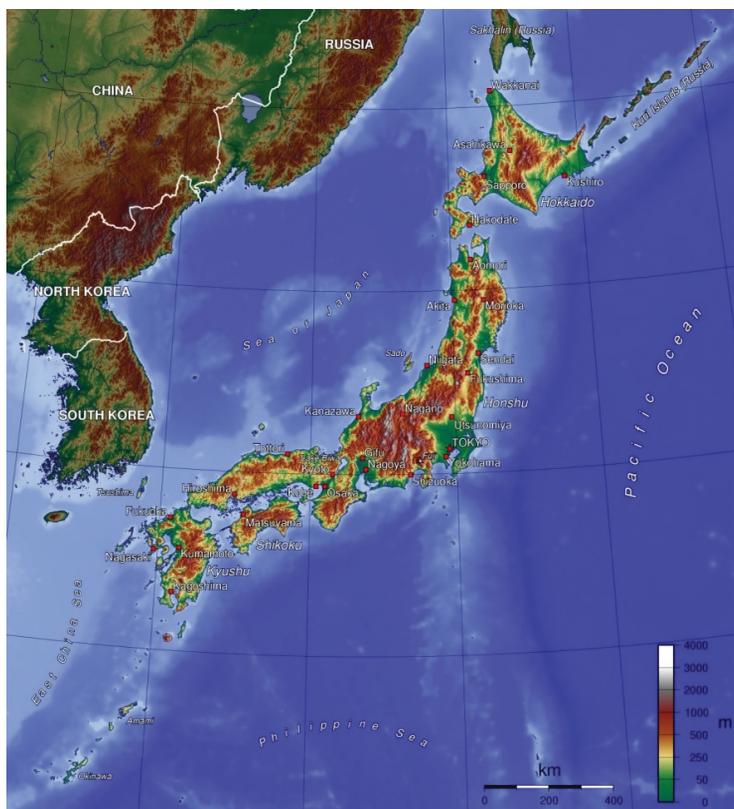
3 Sur les relations des Japonais avec la mer, voir Amino Y., « Les Japonais et la mer », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 50<sup>e</sup> Année - n° 2, *L'Histoire du Japon sous le regard des Japonais*, mars-avril 1995, p. 235-258.

4 Michelin F., « Le Japon et le basculement vers le Pacifique, 1940-45 », Réseau Asie-Pacifique, CNRS, octobre 2015. (<http://www.gis-reseau-asie.org/les-articles-du-mois/japon-bascullement-vers-pacifique-franck-michelin>).

avoir reçu influences culturelles et apports migratoires depuis la préhistoire, mais assez éloigné pour que celles-ci soient restées diffuses et que la circulation des hommes et des biens ait été soumise à des ruptures et irrégularités.

Il faut souligner le fait que le Japon, à la différence des deux autres grandes civilisations sinisées que sont le Vietnam et la Corée, n'a jamais été placé sous le contrôle de l'empire chinois. Si l'influence de ce dernier est fondatrice dans la genèse et le développement de la civilisation et des structures étatiques au Japon, elle y a donné lieu à des manifestations généralement moins orthodoxes, comme on peut notamment le voir avec le bouddhisme et le confucianisme qui se sont sans doute plus éloignés du modèle chinois au Japon qu'ils ne l'ont fait au Vietnam ou en Corée.

Seconde caractéristique géographique majeure, le Japon est adossé à l'Océan Pacifique sur toute sa longueur, soit 3 300 km d'Okinawa à Hokkaidô. C'est pourtant vers le continent que le Japon a regardé pendant la plus grande partie de son histoire, car s'il a pu entrer en relations avec l'extérieur par les mers situées à l'ouest et au sud - Mer du Japon, Mer de Chine orientale, Mer de Chine méridionale -, et ce notamment grâce aux différentes îles qui constituaient autant d'étapes, l'Océan Pacifique a longtemps constitué une barrière infranchissable vers l'est. La mer a bien joué le rôle d'une voie de communication pendant son histoire, mais aussi, voire peut-être surtout celui d'un rempart.



**Carte topographique du Japon.**  
Source : Wikimedia Atlas of the World.

constitué une barrière infranchissable vers l'est. La mer a bien joué le rôle d'une voie de communication pendant son histoire, mais aussi, voire peut-être surtout celui d'un rempart.

En effet, si les invasions sont venues de la mer, celle-ci a largement contribué à les faire échouer, comme ce fut le cas lors des invasions mongoles du XIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le Japon est resté à l'abri des tentatives de conquête jusqu'en 1945.

La mer est, en effet, infiniment plus dangereuse en Asie orientale qu'elle ne l'est en Europe. Tout au long de son histoire, la civilisation japonaise a nourri une crainte justifiée de la mer, et notamment de l'Océan Pacifique dont viennent typhons et raz-de-marée. Dans la culture japonaise, les rives et les rivages sont des endroits où apparaissent les fantômes, où l'on pratique les exécutions, où vivent les parias<sup>5</sup>.

seulement des côtes, mais également des rivières en raison des pluies torrentielles qui frappent le pays lors du passage des typhons. Cela a donné lieu à une stratification sociale de l'habitat, les classes supérieures habitant sur les hauteurs (*yamate*), alors que les couches plus modestes habitent souvent dans les zones inondables (*shitamachi*).

Jusqu'à l'époque contemporaine, les populations ont, dans la mesure du possible, évité de s'installer à proximité, non

<sup>5</sup> Au Moyen Âge, on parlait de *kawaramono*, c'est-à-dire de gens des rives, puis de *eta* et de *hinin* à l'époque d'Edo (1600-1868). Il s'agissait d'une population qui comprenait notamment en son sein les acteurs qui étaient victimes de discrimination de la même manière qu'en Europe, où ils étaient interdits de sépulture chrétienne. Aujourd'hui, on regroupe généralement ces populations sous le nom de *burakumin*, c'est-à-dire « les habitants des hameaux » ou « des quartiers », véritable caste de parias toujours victime de discriminations. Voir Sabouret J-F., *L'autre Japon : les burakumin*, La Découverte/Maspero, 1983, *passim*; Yoshie A., « Éviter la souillure : le processus de civilisation dans le Japon ancien », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, op. cit., p. 305 ; Pons P., *Misère et crime au Japon du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Éditions Gallimard, p. 34-35, 41-42, 49-51.

Il y a toutefois une exception à cette image de la mer en tant que source de danger : la mer intérieure japonaise (*Seto Naikai*). Elle borde les îles de Kyûshû, Shikoku et l'ouest de l'île principale de Honshû. Favorisée par un climat clément et des flots relativement calmes favorables à la navigation, elle constitue le berceau de la civilisation japonaise classique et peut, à ce titre, être qualifiée de « Méditerranée japonaise ». Elle est la seule mer que la civilisation japonaise envisage avec confiance, tendresse même.



Les mers au Japon

Mer de Chine méridionale, les Espagnols, puis les Néerlandais arrivent au Japon par l'est, en traversant le Pacifique. Par la mer parviennent au Japon la technologie des armes à feu, le tabac, le maïs, le piment, le christianisme. Si le premier des trois unificateurs du Japon, Oda Nobunaga (1534-82), accueille les Européens afin d'acquérir les technologies militaires dont il a besoin et voit dans le christianisme un moyen de contrer la puissance des sectes bouddhistes qui entravent l'unification du pays sous sa bannière, l'extension rapide de la nouvelle religion inquiète son successeur, Toyotomi Hideyoshi (1537-98), qui inaugure les premières persécutions contre les chrétiens.

Le troisième *shôgun* Tokugawa, Iemitsu (1604-51), craignant notamment que le christianisme serve les desseins expansionnistes des Espagnols, qui se sont emparés des Philippines, interdit cette religion et ferme l'archipel au monde, à l'exception de quelques fenêtres qui sont placées sous l'autorité du nouveau régime du shogunat à partir de 1631<sup>8</sup>. Parmi les Européens, seuls les Néerlandais sont autorisés à conserver un comptoir sur l'île artificielle de Dejima, à Nagasaki. Quant aux Japonais, ceux qui sont à l'étranger sont interdits de retour sous peine de mort, tandis que les habitants de l'archipel se voient interdire de sortir du pays. La construction de navires de grande dimension est interdite, seul le cabotage étant autorisé. Ainsi, le Japon oublie largement son espace maritime<sup>9</sup>.

## Ambitions et frustrations

Le processus d'ouverture du Japon n'est pas brusque, bien que l'arrivée des « bateaux noirs »<sup>10</sup> du commodore Perry dans la baie d'Edo en 1853 le fasse souvent croire<sup>10</sup>. Tant les Russes, que les Britanniques et les Français ont tenté leur chance. Les Occidentaux s'approchent du Japon par le sud, et notamment par

6 Amino Y., *op. cit.*, p. 252-253.

7 Les Portugais sont appelés par les Japonais « Barbares du sud » (*Nanbanjin*).

8 On parle, en japonais, de *bakufu*, c'est-à-dire de « gouvernement sous la tente », expression qui illustre l'origine militaire du régime.

9 Voir Vié M., *Histoire du Japon des origines à Meiji*, Paris, PUF, collection « Que sais-je? », p. 90.

10 Edo est l'ancien nom de Tôkyô.

le royaume des Ryūkyū (l'actuel Okinawa), alors placé sous la double suzeraineté de la dynastie Qing et de la principauté japonaise de Satsuma. Si les Japonais décident de s'ouvrir devant la menace américaine, c'est en bonne partie parce que les Européens paraissent plus agressifs du fait de la Guerre de l'Opium. Le Japon échappe à la colonisation grâce à la Guerre de Sécession - qui met un coup d'arrêt aux velléités expansionnistes des États-Unis dans le Pacifique -, ainsi qu'à sa politique de multiplication des traités internationaux<sup>11</sup>.

La pression exercée par les puissances occidentales oblige le Japon, non seulement à se renforcer économiquement et militairement, mais également à maîtriser son voisinage maritime. Jusqu'en 1853, Il n'est inséré, ni dans le système tributaire chinois, ni dans celui de la diplomatie occidentale. L'ouverture du pays concédée aux Américains par le traité de Kanagawa (1854) ouvre une boîte de Pandore, car il doit très rapidement signer toute une série de traités inégaux avec les grandes puissances. Du point de vue diplomatique, l'intrusion occidentale en Asie orientale, marquée par les deux guerres de l'Opium, la colonisation de l'Asie du Sud-Est et l'essor de la puissance russe sur la côte pacifique signifient pour les États de la région la nécessité de s'adapter à l'ordre diplomatique westphalien.

Celui-ci, fondé sur des relations entre puissances formant un club de pays dits « civilisés », a pour caractéristiques la délimitation précise des frontières, la prise de possession de tous les territoires où la souveraineté n'est pas clairement définie, la constitution de sphères d'influences et de concessions, l'application de l'extraterritorialité aux ressortissants des puissances occidentales. Face à la conception occidentale des relations diplomatiques fondée sur des souverainetés clairement délimitées dans l'espace, le Japon doit se hâter de fixer ses frontières. Il s'agit notamment d'intégrer Hokkaidō et Okinawa afin d'empêcher les autres puissances de mettre la main sur ces territoires encore imparfaitement rattachés à l'État japonais<sup>12</sup>.

La condition mise à l'abrogation des traités inégaux étant une forme d'occidentalisation - et notamment la constitution d'un droit d'inspiration occidentale -, le Japon se lance dans cette tâche avec énergie, ce qui lui permet d'en obtenir l'abrogation au début du siècle suivant. En 1902, il devient une puissance régionale reconnue lorsqu'il signe un traité d'alliance avec le Royaume-Uni. S'il obtient définitivement le respect des « nations blanches » grâce à sa victoire sur la Russie (1905), le *statu quo* qui prévaut en Extrême-Orient reste défini par les puissances occidentales. Il ne cessera jamais néanmoins de le considérer comme défavorable à ses intérêts et lourd de menaces. L'humiliation culturelle permanente que constitue l'occidentalisation à marche forcée, ainsi que les vexations subies de la part de l'Occident en général, et des États-Unis en particulier qui se refusent à le considérer comme un membre à part entière du club des grandes puissances contribuent à créer un sentiment d'insécurité persistant.

C'est, en effet, face aux États-Unis que le Japon voit ses ambitions impériales et son désir de reconnaissance contrariés. Les premiers nourrissent des ambitions dans le Pacifique depuis le siècle précédent, l'océan étant perçu comme destiné à devenir, en quelque sorte, la prolongation de l'ouest du pays<sup>13</sup>. C'est afin de mettre un frein à la montée en puissance du Japon qu'ils proposent leur médiation pour mettre un terme à la Guerre russo-japonaise<sup>14</sup>. C'est toutefois lors de la conférence sur le désarmement de Washington (1922) que la crise prend forme<sup>15</sup>. Le Japon voit sa capacité en matière de navires de gros tonnages limitée. Cette limitation est considérée au Japon comme une humiliation nationale. En effet, la marine est l'instrument indispensable de sa sécurité et le moyen primordial pour une politique dans le Pacifique. Elle est également, depuis sa victoire sur la flotte russe, une source de prestige. Or, la

11 Voir Vié M., *ibid.*, p. 112; Jansen M.B., *The Making of Modern Japan*, Cambridge, Harvard University Press, chap. 9.

12 Le royaume des Ryūkyū est aboli et intégré au Japon en 1879, au début de l'ère Meiji. Pays tributaire de l'empire chinois, ce n'est qu'à l'issue de la Première Guerre Japonaise (1894-95) que la Chine renonce à ses droits sur ce qui est alors devenu le département d'Okinawa. Voir Jansen M.B., *ibid.*, chap. 13. Quant à l'île de Hokkaidō, où la population indigène des Ainous a été peu à peu subjuguée pendant l'époque d'Edo, elle est définitivement annexée au territoire japonais en 1869, soit un an après l'instauration du nouveau régime de Meiji.

13 Ils annexent les Philippines à l'issue de leur victoire sur l'Espagne (1898) et d'un conflit contre la jeune république philippine (1899-1902). Ce conflit a fait l'objet de très peu d'études en langue française. Voir Reinhard W., *Petite histoire du colonialisme*, Paris, Belin, 1997, p. 225-226; Silbey D.J., *A War of Frontier and Empire: The Philippine-American War, 1899-1902*, New York, Hill and Wang, 2008, *passim*.

14 Le traité de paix russo-japonais est signé dans la ville américaine de Portsmouth. Concernant les origines de la rivalité américano-japonaise dans le Pacifique, voir Vié M., *Le Japon et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1995, p. 72-78.

15 Duroselle J.-B., *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 101-107; Goldstein E., Maurer J. (ed.), *The Washington Conference, 1921-22: Naval Rivalry, East Asian Stability and the Road to Pearl Harbor*, Londres, Routledge, 1994, *passim*.

Conférence de Washington n'accorde au Japon qu'un rapport de 6 à 10 par rapport aux flottes britannique et américaine. Dans les faits, alors que les puissances anglophones doivent partager leur flotte entre plusieurs océans, le Japon peut concentrer la sienne dans le seul Pacifique<sup>16</sup>. L'interdiction de fortifier les îles du Pacifique - Japon exclu - est plus favorable au Japon, qui a fortifié les îles Bonin avant la conférence, qu'aux États-Unis qui ne peuvent alors créer de bases navales, ni à Guam, ni aux Philippines. Par contre, le Japon doit renoncer à son alliance privilégiée avec le Royaume-Uni au profit d'un traité quadripartite signé avec les États-Unis, le Royaume-Uni, et la France - le « *traité des quatre puissances* » -, qui vise à maintenir le *statu quo* dans le Pacifique.

Le Japon se heurte également aux États-Unis concernant la question migratoire. En effet, la volonté d'avoir une armée nombreuse amène le nouveau régime de Meiji à pratiquer une politique nataliste. Néanmoins, le Japon n'ayant pas la capacité à nourrir une population en croissance rapide, une émigration importante se dirige vers le Pacifique : Canada, Amérique latine, Nouvelle-Calédonie<sup>17</sup> et surtout États-Unis - Hawaï et côte ouest. Ces derniers lancent une politique de limitation de l'immigration après la Première Guerre mondiale avec la loi de 1924. Celle-ci instaure des quotas qui visent particulièrement les populations d'Europe orientale et d'Asie afin de préserver la position majoritaire des populations originaires d'Europe du nord. Très mal ressentie par le Japon, cette loi y est alors qualifiée de « *loi d'exclusion des immigrés japonais* »<sup>18</sup>.

### **Le moment fatidique de l'expansion vers le sud**

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Japon se trouve face à un dilemme géopolitique : doit-il privilégier le nord-est du continent asiatique, ou bien le sud-est du continent et le Pacifique occidental ? C'est le nord qui est longtemps privilégié, en raison des questions de sécurité - guerre civile en Chine, révolution russe, question coréenne - et de l'expansion des intérêts japonais, notamment en Mandchourie. La politique expansionniste vers le nord bénéficie du soutien de l'Armée de Terre et des milieux industriels. Jusqu'à la fin des années 1930, le sud est considéré sous deux angles. Premièrement, il s'agit d'une zone d'influence dans le Pacifique occidental où le Japon s'appuie sur sa flotte et sa présence commerciale. Deuxièmement, c'est une zone d'expansion territoriale potentielle en Asie du Sud-Est prenant pour appui Taïwan<sup>19</sup>.

C'est la Première guerre mondiale, conflit de faible intensité en Asie orientale, qui constitue un tournant pour le Japon dans le Pacifique<sup>20</sup>. En effet, celui-ci, allié du Royaume-Uni, s'empare des territoires allemands de Micronésie au nord de l'Équateur (Marshall, Carolines, Mariannes, Palau). Il obtient, à la Conférence de Paris, qu'ils soient placés sous son autorité sous la forme d'un mandat de la SDN. Une politique de mise en œuvre est instaurée, avec notamment la fondation, dès 1921, de la « *Compagnie pour le développement des mers du sud* » - société semi-publique de développement - et l'encouragement à l'émigration depuis le Japon<sup>21</sup>.

Au cours des années 1930, le Japon s'enlise peu à peu sur le continent. Face à la crainte de voir ses intérêts mis à mal en Mandchourie, il la transforme en État fantoche, le Mandchoukouo. Le besoin de sécuriser sa conquête l'amène ensuite à élargir la zone qu'il contrôle, au point de menacer l'existence même du fragile État édifié par le Kuomintang. Le 7 juillet 1937 éclate la Seconde guerre sino-japonaise. L'élargissement d'un conflit local en affrontement de grande ampleur est dû à la volonté du cabinet de Konoé Fumimaro (1891-1945) de donner une leçon à Chiang Kai-shek en le forçant à accepter l'hégémonie

16 C'est la France qui est la grande perdante car, alors qu'elle doit être présente sur toutes les mers du globe pour défendre son empire et ambitionner de reconstruire une flotte de premier rang, elle doit se résigner à accepter une limitation à un ratio deux fois inférieur à celui du Japon et égal à celui de l'Italie. Elle obtient toutefois que les sous-marins et les petites unités soient exclus du traité.

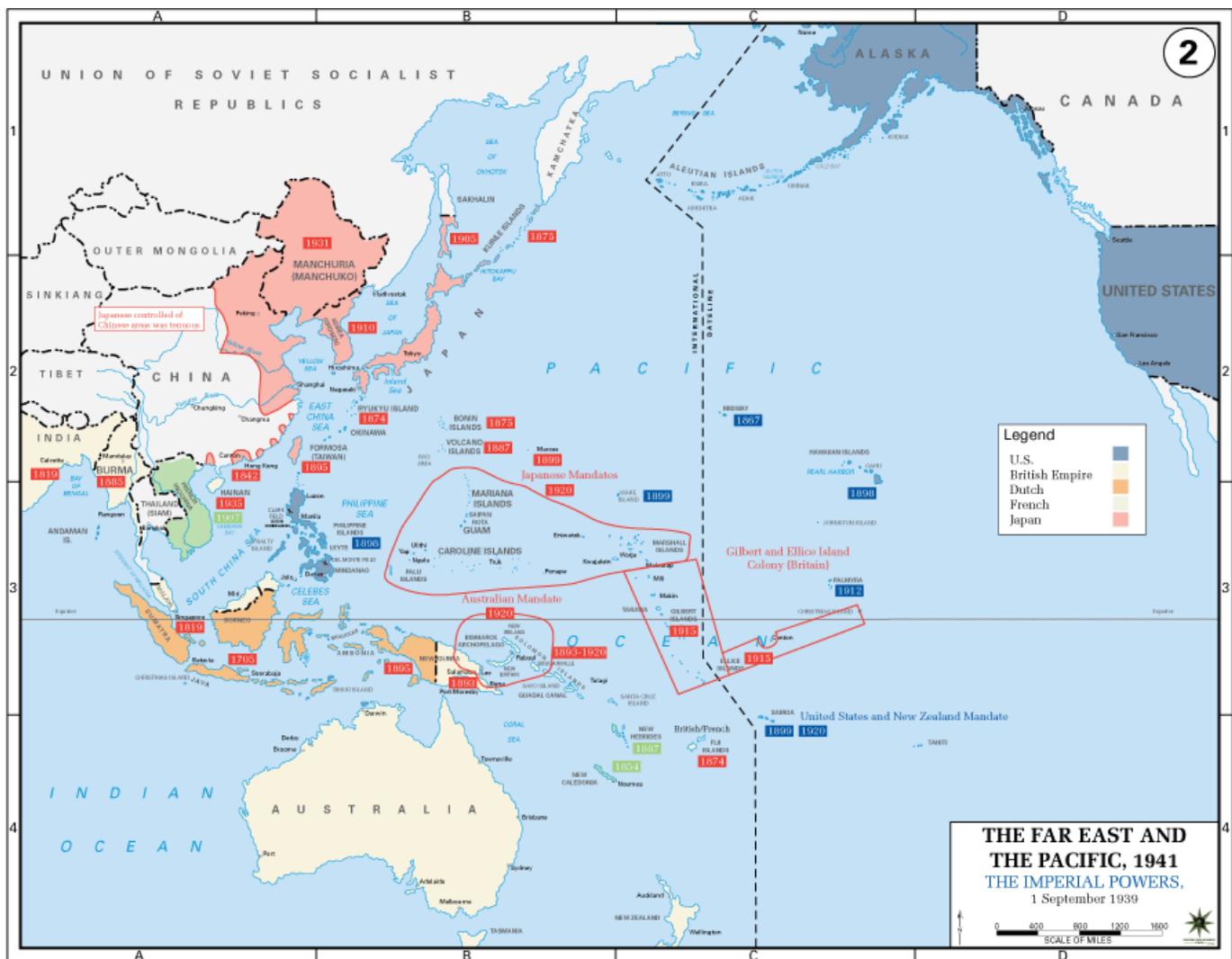
17 Concernant l'immigration japonaise en Nouvelle-Calédonie, voir Bencivengo Y., « L'immigration japonaise en Nouvelle-Calédonie : une illustration de l'affirmation du Japon dans le Pacifique », *Le Journal de la Société des Océanistes*, n° 135, 2012, p. 215-228.

18 Cette loi porte le nom d'*Immigration Act of 1924*, ou encore de *Johnson-Reed Act*. Voir Zolberg A.R., *A Nation by Design: Immigration Policy in the Fashioning of America*, Cambridge, Harvard University Press, 2008, chap. 8.

19 Michelin F., « La rencontre de deux destins : l'expansion vers le sud du Japon et l'Indochine française au mois de juin 1940 », *Ebisu. Études japonaises*, n° 30, septembre 2003, p. 6-12.

20 Yamamuro S., « Higashi Ajia shi ni okeru daiichiji sekai taisen » (La Première Guerre mondiale au sein de l'histoire de l'Asie orientale), traduit par Michelin F., in *Ebisu. Études japonaises*, n° 53, décembre 2016, p. 13-51.

21 Peattie M.R., « Nanshin: The «Southward Advance», 1931-1941, as a Prelude to the Japanese Occupation of Southeast Asia », in Duus P., Myers R.H., Peattie M.R. (ed.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 205-206.



### Les empires coloniaux en Asie orientale et dans le Pacifique en 1939

(carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point)

japonaise. Cependant, ce qui ne devait être qu'une opération de police devient une véritable guerre dans lequel le Japon s'enlise sans espoir de victoire rapide.

Cherchant à faire plier la Chine par l'application d'un blocus, le Japon amorce une descente vers le sud qui l'amène à se rapprocher de l'Indochine française et provoque un début de crise avec la France<sup>22</sup>. Néanmoins, la conquête de la Chine dans sa totalité n'est jamais à l'ordre du jour, et c'est la préparation d'un éventuel conflit avec l'URSS qui constitue la priorité de la stratégie japonaise. Or, les espoirs de prendre le contrôle de la Sibérie orientale s'effondrent à l'occasion d'une défaite cuisante subie par l'armée japonaise face à un général soviétique promis à un brillant avenir, Gueorgui Joukov. À la frontière de la République de Mongolie et de la Mandchourie, au lieu-dit de Nomonhan<sup>23</sup>, se déroule une guerre non déclarée de mai à août 1939. Défait, le Japon doit renoncer à ses rêves d'expansion dans le nord de l'Asie<sup>24</sup>. Le Pacte de non-agression germano-soviétique est perçu par le Japon comme une trahison de l'allié allemand qui l'isole sur la scène internationale<sup>25</sup>. Si cet isolement le pousse à se déclarer neutre lors du déclenchement de la guerre en Europe, il l'amène aussi à s'intéresser de plus en plus aux régions méridionales comme porte de sortie d'un *statu quo* jugé néfaste à ses intérêts.

22 Michelin F., « Décider et agir. L'intrusion japonaise en Indochine française (juin 1940) », *Vingtième Siècle*, n° 83, juillet 2004, p. 76-77.

23 Ou « Halhin Gol ».

24 Coox A.D., *The Anatomy of a Small War: The Soviet-Japanese Struggle for Changkufeng/Khasan*, 1938, Westport, Greenwood Press, 1977, *passim*.

25 Le Japon est lié à l'Allemagne et l'Italie, depuis 1936, dans le cadre du Pacte anti-Komintern.

Le Japon lorgne sur l'Asie du Sud-Est depuis plusieurs années comme source potentielle de ressources naturelles. En effet, il connaît une dépendance à peu près totale sur le plan économique vis-à-vis des États-Unis, dépendance qui s'est aggravée depuis le début du conflit avec la Chine. Il poursuit le conflit grâce aux matières premières, produits finis et semi-finis, ainsi qu'aux capitaux américains. Le risque de voir le robinet américain se fermer l'amène à rechercher d'autres sources d'approvisionnement. Or, s'il importe, en 1941, 90 % de son pétrole des États-Unis, 10 % proviennent des Indes orientales néerlandaises<sup>26</sup>. Il considère la colonie batave comme essentielle, car en mesure de lui fournir les clés de son indépendance économique. Il engage des négociations avec elle dès 1934, mais sans succès<sup>27</sup>. L'exil du gouvernement néerlandais à Londres au mois de mai 1940 complique les choses en plaçant la colonie sous protection britannique.

Ce sont les victoires allemandes en Europe qui ouvrent toutes grandes les portes du Sud-Est asiatique aux ambitions japonaises<sup>28</sup>. Pour le Japon, toute opération dans la région risque alors de précipiter un conflit qu'il ne se sent pas capable de mener seul. Or l'occupation par l'Allemagne des Pays-Bas, de la France et la perspective de voir la Grande-Bretagne subir le même sort créent une opportunité unique qui l'incite à réorienter sa politique étrangère.

Dès le moment où la défaite de la France s'annonce, le Japon prépare des plans visant à occuper l'Indochine<sup>29</sup>. L'envoi au Tonkin d'une mission de contrôle militaire au début du mois de juillet précède de peu la chute du cabinet Yonai, le 22 juillet. Le nouveau Premier ministre, Konoe Fumimaro, a pour programme l'expansion vers le sud couplée à une alliance avec Berlin. Le 27 juillet, il promulgue les « *Principes directeurs des mesures à prendre face aux changements qui affectent la situation mondiale* », document qui pose les bases de cette nouvelle politique. L'expansion territoriale et l'entrée de plain-



**Visite de Matsuoka à Berlin, mars 1941.**

pied dans l'Axe s'accompagnent d'un début de fascisation du système politique, avec l'institution d'un parti unique, et d'un durcissement de la censure<sup>30</sup>.

Les négociations du Pacte tripartite sont menées à Tôkyô, au mois de septembre 1940, par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Matsuoka Yôsuke, dans la foulée de celles qui ont lieu avec l'ambassadeur de France en vue de l'ouverture des portes de l'Indochine française. L'objectif est double : intimider les États-Unis, tout en préparant l'édification d'un bloc économique réunissant l'Allemagne, l'Italie, l'URSS et le Japon. Le pacte est signé le 27 septembre 1940, soit le lendemain de l'occupation du Tonkin. Loin d'intimider les États-Unis, il provoque un revirement de son opinion publique qui, pour la première fois, en vient à considérer un conflit avec le Japon comme probable<sup>31</sup>.

L'invasion du nord de l'Indochine française et l'alliance allemande forment un binôme inséparable, non seulement parce qu'elles ont été conçues comme les deux piliers de la nouvelle politique étrangère du Japon, mais également parce qu'elles provoquent une crise avec Washington qui, pendant quatorze mois, mène la relation américano-japonaise d'une situation faite de rivalité potentielle et d'opposition de principes à la confrontation armée. Ainsi, il n'est pas exagéré de dire que la confrontation américano-japonaise dans le Pacifique a pris racine en Indochine<sup>32</sup>.

26 Peattie M. R., *op. cit.*, p. 222.

27 Murayama Y., « Daiichiji nichiran kaishô » (Le premier tour des négociations nippo-néerlandaises), Shimizu Hajime (eds.), *Ryô-taisen kan Nihon - Tônan-Ajia kankei no shosô* (Aspects divers des relations entre le Japon et l'Asie du Sud-Est entre les deux guerres mondiales), Tôkyô, Ajia Keizai Kenkyûjo, 1986.

28 Michelin F., « La rencontre de deux destins : l'expansion vers le sud du Japon et l'Indochine française au mois de juin 1940 », *op. cit.*, p. 14-16.

29 « *Principes directeurs pour résoudre le conflit avec la Chine en amenant la France à accepter nos demandes* », 1<sup>er</sup> juin 1940.

30 Berger G.M., *Parties out of power in Japan, 1931-1941*, Princeton, Princeton University Press, 1977, p. 327-341.

31 Feis H., *Road to Pearl Harbor. The Coming of the War Between the United States and Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1950, p. 122.

32 Michelin F., "The Pacific War Started in Indochina: the Occupation of French Indochina and the Route to Pearl Harbor", in *Actes du colloque international Vietnam-Indochina-Japan's relation during the Second World War Document and Interpretation* (University of Social Sciences and Humanities - Vietnam National University Hanoi, 19 septembre 2015), Waseda University, 2017 p. 54-59.

L'Indochine passe sous contrôle japonais, en plusieurs étapes, de septembre 1940 à juillet 1941. À l'occupation du Tonkin succède un début de colonisation économique, ainsi qu'un resserrement dudit contrôle à l'issue de la médiation du Japon dans le conflit franco-thaïlandais. Au mois de juillet 1941, le Japon n'a pas besoin de recourir à la force pour obtenir l'occupation de l'ensemble de la colonie. Ainsi, l'Indochine devient la première étape de la « *Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale* »<sup>33</sup>.

Il s'agit d'une stratégie téméraire, car les moyens choisis sont difficiles à mettre en œuvre. Les ambitions affichées entraînent un accroissement rapide des besoins en ressources naturelles, alors que les territoires convoités sont encore, pour une large part, sous-exploités. Capitaux et temps sont donc nécessaires, choses dont manque cruellement le Japon. Il apparaît de plus en plus clairement que s'emparer de ces territoires provoquera un conflit avec les États-Unis, et le temps de la guerre n'est pas propice à la mise en valeur de territoires étendus, mal connus, dispersés et difficiles d'accès. Le danger d'un conflit avec les puissances anglophones s'affirmant au fur et à mesure que le Japon descend vers le sud, et Tôkyô refusant de céder aux exigences croissantes de Washington, s'emparer des ressources de l'Asie du Sud-Est devient la seule solution pour construire un bloc autonome capable de faire face en cas de conflit ou de blocus, mais pour cela, il faut faire la guerre : le Japon doit trancher le nœud gordien. Ainsi, c'est la quête de la sécurité absolue qui crée le danger.

Pour l'opinion américaine, bien que l'image du Japon se soit détériorée gravement depuis l'invasion de la Chine en 1937, l'Asie orientale et le Pacifique restent secondaires si on les compare à l'Europe. Plus que tout autre pays, c'est le Royaume-Uni qui compte pour les États-Unis, comme le montrent les premières mesures prises dès 1940 pour lui venir en aide dans son conflit avec l'Allemagne, et ce malgré l'isolationnisme affiché par Washington<sup>34</sup>. Il faut absolument éviter une défaite ou un renoncement de Londres qui entérineraient l'hégémonie allemande en Europe.

Le maintien dans l'empire britannique de l'Inde étant indispensable à Londres pour poursuivre le combat, Washington se doit de dissuader Tôkyô de toute velléité agressive. Ainsi, c'est le conflit en Europe qui est l'origine du durcissement marqué de l'attitude américaine vis-à-vis du Japon.

Afin de dissuader le Japon de menacer l'empire britannique - et notamment le verrou de Singapour-, les États-Unis ont recours à la seule arme à leur disposition : celle des sanctions économiques<sup>35</sup>. Si le Japon sous-estime la détermination des États-Unis, c'est surtout le durcissement rapide des sanctions qui le prend au dépourvu et provoque son intransigeance<sup>36</sup>. Celles-ci connaissent, en effet, une accélération après le 18 juillet 1941, date à laquelle Roosevelt donne son accord<sup>37</sup>. S'appliquant au pétrole, aux matériaux ferreux, puis aux avoirs financiers, elles condamnent la machine de guerre japonaise à une paralysie certaine dans un délai de deux à trois ans<sup>38</sup>.

Le Japon se trouve ainsi face à un dilemme. Soit il subit les sanctions américaines sans combattre, et il devra, au bout de ce délai, retirer ses forces de Chine et d'Indochine. Soit il utilise la force armée pour rejeter la flotte américaine du Pacifique occidental et s'emparer des colonies occidentales, mais alors, il court le risque d'une défaite militaire s'il échoue à l'emporter dans un délai de deux ans.

Au mois de juillet 1941, la Marine japonaise se résigne à déclencher rapidement un affrontement avec les États-Unis afin de s'emparer du pétrole néerlandais et de profiter de sa supériorité du moment<sup>39</sup>.

33 Michelin F., « La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : réflexion sur un régionalisme asiatique », in Actes du colloque : *Le Dialogue Asie-Europe, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles* (3-4 juin 2016, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), *Relations internationales*, n° 168, janvier 2017, p. 9-28.

34 Le 2 septembre 1940 est signé le *Destroyers for Bases Agreement* entre les deux pays, qui octroie à la marine britannique 50 destroyers américains contre le droit pour les États-Unis d'établir des bases dans les colonies britanniques. Ce sera ensuite la loi « Prêt-Bail », signée le 11 mars 1941.

35 Le Secrétaire d'État Cordell Hull déclare, dès le 26 septembre 1940 que son pays interdira les exportations d'essence pour avions, d'acier et de ferrailles à partir du 16 octobre. Cela démontre que c'est bien l'invasion de l'Indochine qui déclenche la crise, car la signature du Pacte Tripartite ne sera connue des États-Unis que le lendemain, 27 septembre. cf. Divine R.A., *The Reluctant Belligerent: American Entry Into World War II*, New York, McGraw-Hill, 1979, p. 100-101.

36 Hull craint alors cet effet contraire d'un embargo sur le pétrole. cf. Barnhart M.A., *Japan Prepares for Total War: the Search for Economic Security, 1919-41*, Ithaca, Cornell University Press, 1987, p. 226.

37 *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers*, Washington, United States Government Printing Office, 1941, vol. IV, p. 332-333.

38 Utley J.G., *Going To War With Japan, 1937-1941*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1985, p. 153-156.

39 C'est ce que préconise le commandant en chef de la Marine, Nagano Osami, lors de la Réunion de Liaison entre le cabinet et l'État-Major impérial du 21 juillet 1941.

Bien entendu, le Japon aurait pu retirer ses forces d'Indochine et essayer de trouver un compromis avec Washington, mais cela aurait supposé qu'il fût prêt à faire des concessions et que les sanctions américaines fussent progressives. Or, les plans japonais ne considèrent la possibilité d'un renoncement à l'affrontement qu'à la condition que les Anglo-Américains les laissent s'emparer des ressources des Indes orientales néerlandaises, ce qui est inacceptable pour les protecteurs du gouvernement batave en exil à Londres. Ainsi, si la probabilité de l'affrontement n'apparaît certaine qu'à partir de l'été 1941, la volonté du Japon de ne pas retirer ses troupes de Chine et de rompre coûte que coûte sa dépendance économique vis-à-vis des États-Unis en s'emparant du pétrole des Indes néerlandaises rend le conflit à peu près inévitable. Or, l'occupation de l'Indochine française constitue un préambule indispensable à une invasion de la colonie néerlandaise. Ainsi, c'est l'invasion de l'Indochine qui scelle le destin du Japon en précipitant une crise diplomatique de quatorze mois avec les États-Unis, crise qui a pour issue l'ouverture d'un nouveau front majeur au sein de la Seconde guerre mondiale, connu sous le nom de « *Guerre du Pacifique* ».

Au Japon, le mouvement vers la guerre s'accélère le 3 septembre lorsque le gouvernement et les commandements militaires décident l'entrée en guerre contre les États-Unis si des progrès significatifs n'ont pas été réalisés dans les négociations d'ici le début du mois d'octobre. Incapable d'obtenir l'accord de l'Armée de Terre pour un retrait de Chine et d'Indochine - condition émise par Washington -, devant le refus de Roosevelt de le rencontrer, refusant enfin de prendre la responsabilité d'un conflit avec les États-Unis, Konoe quitte le pouvoir le 18 octobre<sup>40</sup>. La nomination au poste de Premier ministre du général Tôjô Hideki achève de convaincre Washington des velléités belliqueuses de Tôkyô.



### Chasseurs Zero sur le pont du porte-avions Akagi en partance pour la seconde vague d'assaut sur Pearl Harbor

(Source : Werneth R., *Beyond Pearl Harbor: The Untold Stories of Japan's Naval Airmen*, Schiffer Military History, 2008, p. 193).

Alors que les ambassadeurs japonais à Washington transmettent des propositions en vue d'un accord, la connaissance par les Américains de l'envoi de renforts en Indochine grâce à la percée du code japonais les pousse à l'intransigeance<sup>41</sup>. Le Secrétaire d'État Cordell Hull propose, le 26 novembre, un texte qui restera pour la postérité sous le nom de *Hull note* : un plan en dix points qui demande le retrait total des forces japonaises d'Indochine et de Chine<sup>42</sup>. Considérée comme un ultimatum par Tôjô, elle est ignorée et la décision définitive d'entrer en guerre est entérinée le 1<sup>er</sup> décembre en présence de l'Empereur.

### Transformer le Pacifique en forteresse

Au début du conflit, le Japon possède un net avantage militaire sur les États-Unis. Ces derniers possèdent des forces terrestres très limitées, et si leur marine est la première au monde, ils doivent en diviser les forces entre deux océans. En outre, la plus grande partie de leur flotte du Pacifique est coulée dans le port de Pearl Harbor dès le début du conflit. Le Japon possède la meilleure aéronavale du monde, l'amiral le plus brillant - Yamamoto Isoroku -, le meilleur chasseur au monde - le Mitsubishi A6M2, dit *Zero*<sup>43</sup> -, ainsi qu'une armée de terre aguerrie.

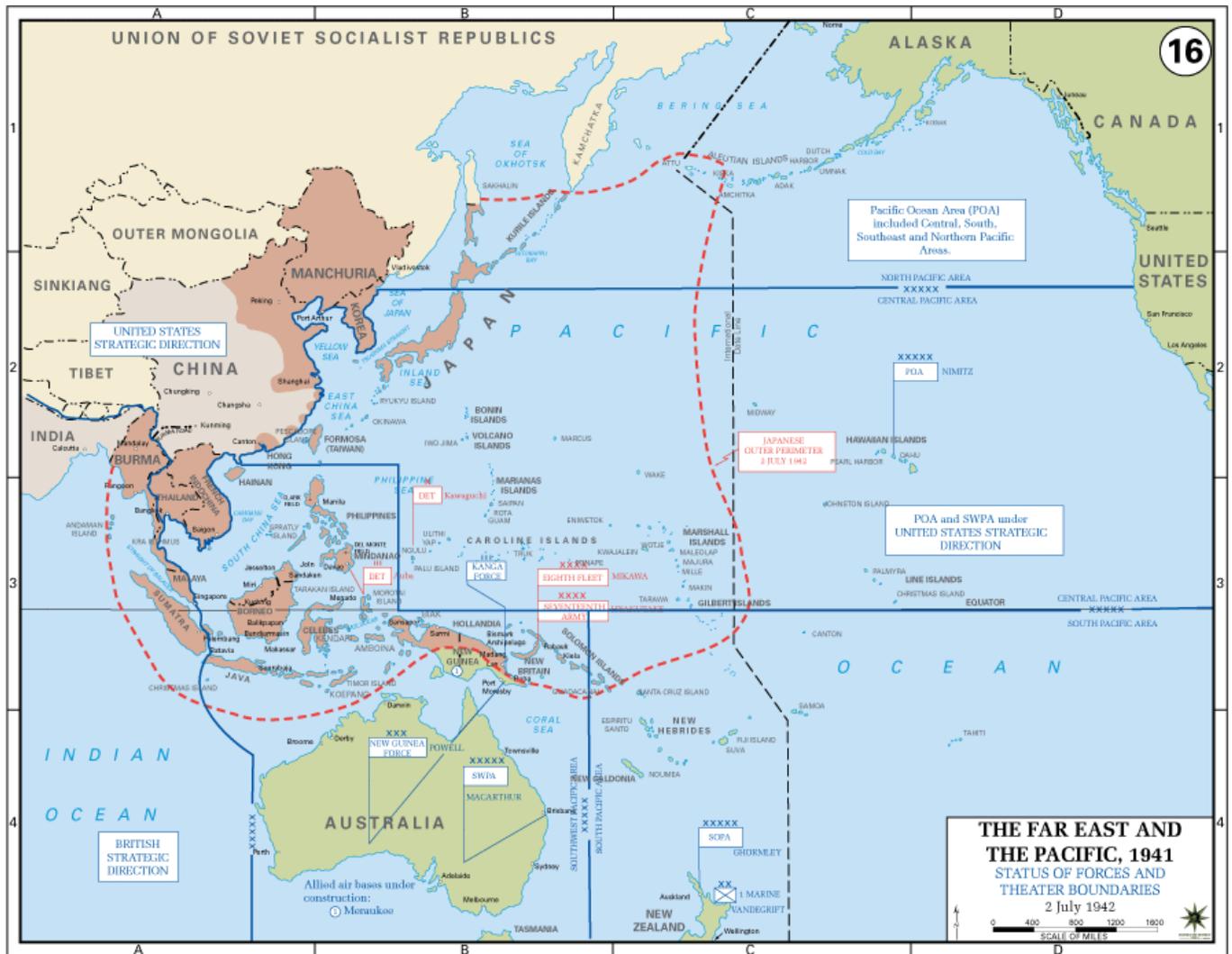
L'exploitation des ressources de l'Asie du Sud-Est à des fins militaires nécessite, outre l'occupation rapide de la région, du temps pour la mise en œuvre, ainsi que le contrôle des voies de communication

40 Le récit détaillé de ces événements est fait dans le journal de travail du « groupe pour la direction de la guerre » (*sensô shidôhan*) de la Section de l'Armée de Terre de l'État-Major impérial intitulé *Journal secret de la guerre (Kimitsu sensô nishshi)*. Une autre source importante est le journal du chef de l'État-Major de l'Armée de Terre, Sugiyama Hajime.

41 Barnhart M.A., *ibid.*, p. 234-236; Utley J.G., *ibid.*, p. 167-171.

42 Pour le texte complet, cf. <http://www.ibiblio.org/pha/timeline/411126bpw.html>

43 Le concepteur du plan d'attaque de Pearl Harbor, Genda Minoru, en poste à Londres comme attaché militaire de 1938 à 1940, juge le Zero supérieur au Spitfire. cf. Michelin F., « Genda Minoru », in Murraciale J-F., Picketty G. (eds.), *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Robert Laffont, 2015, p. 493-494.



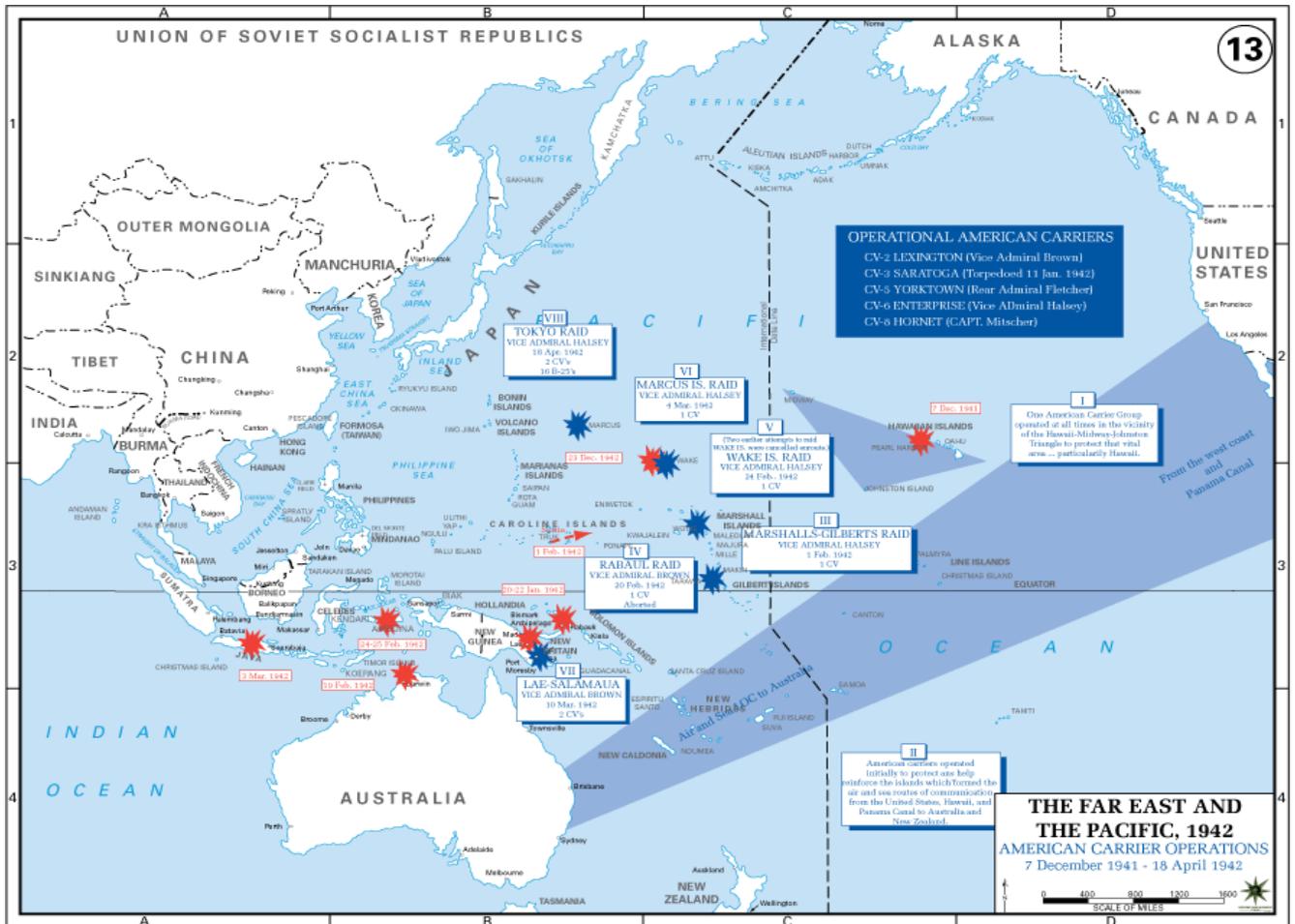
**Zone occupée par l'armée japonaise au début de la Guerre du Pacifique**  
 (carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point)

pour les acheminer vers le Japon. La première condition est réunie très rapidement au début du conflit, les forces japonaises occupant en une demi-année un territoire allant de la Birmanie à la Nouvelle-Guinée et aux îles Aléoutiennes. Jamais, dans l'histoire, un pays n'avait conquis une zone si vaste en si peu de temps.

Si l'avancée des forces japonaises semble irrésistible, protéger les lignes de communications, acheminer les troupes, mettre en place l'exploitation économique de cette zone immense dépassent les capacités économiques et logistiques du Japon. Le temps court du conflit ne lui laisse pas la possibilité de construire le bloc économique dont il a besoin. En outre, le nouvel ordre économique perturbe le système d'échanges en place, provoquant le plus souvent un appauvrissement des populations locales, car si la propagande justifie les conquêtes par une volonté de libérer les peuples d'Asie, de telles considérations ne déterminent absolument pas les décisions des autorités centrales qui mettent en coupe réglée l'Asie orientale et l'Océanie occidentale. La « *Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale* » est, en effet, bâtie sur une hiérarchie des peuples. Celle-ci est conçue comme immuable, le peuple japonais étant destiné à diriger la région pour l'éternité. La destruction des empires coloniaux occidentaux va de pair avec sa substitution par un ordre impérialiste japonais. L'idéologie panasiatique doit permettre de dépasser cette contradiction en contribuant à obtenir la coopération des élites asiatiques<sup>44</sup>.

Le but du Japon consiste à transformer le Pacifique occidental en une forteresse imprenable. À cette fin, il doit d'abord rejeter l'US Navy du Pacifique occidental, tandis qu'il se lance dans l'exploitation des

44 Michelin F., « La rencontre de deux destins : l'expansion vers le sud du Japon et l'Indochine française au mois de juin 1940 », *op. cit.*, p. 6–9.



**Opérations des forces aéronavales américaines 7 décembre 1941 - 18 avril 1942**  
 (carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point)

ressources de l'Asie du Sud-Est. Or la tactique navale est en train de changer profondément en faveur de l'aviation embarquée. Si le Japon possède la première arme aéronavale du monde, le contrôle du Pacifique exige la mise hors de combat de sa rivale américaine<sup>45</sup>. À Pearl Harbor, l'aviation japonaise coule la plus grande partie des cuirassés américains, mais les porte-avions ne sont pas là. Par deux fois - lors des batailles de la Mer de Corail (4-8 mai 1942) et de Midway (4-7 juin 1942) -, la flotte japonaise les retrouve sur son chemin. Lors de la seconde bataille, elle perd le fleuron de son aviation embarquée<sup>46</sup>.

Si les Japonais connaissent la supériorité économique des États-Unis - qui ont alors un PIB cinq fois supérieur au leur<sup>47</sup> -, ils ont tendance à sous-estimer la valeur combattive du peuple américain et de ses forces armées. Ce qui surprend les Japonais, c'est la rapidité et la vigueur de la contre-attaque américaine : dès le mois d'août 1942, celle-ci débute à Guadalcanal.

Or, c'est la Nouvelle-Calédonie qui la rend possible. En effet, face aux offensives japonaises, les États-Unis courent le risque de ne plus être en mesure de contre-attaquer si la route qui les relie à l'Australie est coupée. La Nouvelle-Calédonie, passée à la dissidence gaulliste<sup>48</sup>, joue un rôle essentiel en abritant deux bases américaines. C'est le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein du camp allié qui rend possible la contre-attaque américaine à Guadalcanal<sup>49</sup>.

45 Evans D.C., Peattie M.R., *Kaigun: Strategy, Tactics, and Technology in the Imperial Japanese Navy 1887-1941*, Barnsley, Seaforth Publishing, 2012, p. 299-352.

46 *ibid.*, p. 488-491.

47 Harrison M., "The Economics of World War II: an Overview", in Mark Harrison (ed.), *The Economics of World War II: Six Great Powers in International Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 27.

48 Turpin F., *De Gaulle, les gaullistes et l'Indochine, 1940-1956*, Paris, Les Indes Savantes, 2005, p. 36. Voir également la thèse publiée de Kurtovitch I., *La vie politique en Nouvelle-Calédonie : 1940-1953*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

49 De Gaulle C., *Mémoires de guerre. L'appel : 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 235-238.

**FAR EAST AND PACIFIC,  
1941-1945**  
MAJOR OPERATIONS OF WORLD WAR  
TWO IN THE PACIFIC THEATER



**Offensives des forces américaines sur le Japon**

(carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point)

Défait, le Japon perd l'initiative des opérations. À partir du mois de février 1943, l'équilibre des forces penche irrésistiblement en faveur des États-Unis, la supériorité industrielle et technologique américaine jouant à plein. En outre, les choix tactiques de la marine japonaise - qui visent à enrayer la progression de la flotte américaine en disposant ses unités près du front - ont pour conséquence de négliger la protection des convois. À la fin de la guerre, la marine marchande japonaise est à peu près anéantie. Le Japon connaît un effondrement économique général et la plupart de ses cités sont rasées par les bombardements massifs.

Malgré la nette supériorité américaine, le Japon parvient pourtant à résister jusqu'au mois d'août 1945. La priorité donnée par les États-Unis au front européen et les caractéristiques du théâtre opérationnel du Pacifique - constitué d'une myriade d'îles - retardent longtemps la défaite japonaise. Au lieu de chercher à s'emparer de la plus grande partie des territoires sous contrôle japonais, la stratégie en sauts de puces permet d'attaquer le Japon au cœur. Ainsi, au moment de la défaite, le Japon contrôle encore la plus grande partie de l'Asie du Sud-Est, de la Chine « utile », ainsi que du Pacifique occidental.

L'occupation par le Japon de la partie occidentale du Pacifique, quoique éphémère, a essentiellement deux conséquences. La première est le lancement d'un mouvement de décolonisation qui mène une grande partie des colonies occidentales à l'indépendance. En effet, son action de destruction de la présence occidentale dans la région Asie-Pacifique précipite un mouvement qui était encore souvent balbutiant

avant la guerre. La seconde conséquence consiste dans le basculement du monde vers le Pacifique. En déclenchant ce conflit, le Japon relie les fronts de l'Asie orientale et de l'Océanie à ceux de l'Europe, faisant ainsi du Pacifique, pour la première fois de l'ère moderne, un acteur de son histoire<sup>50</sup>.

### Un espace maritime à recouvrer et à protéger

La défaite est à l'origine, pour le Japon, d'un recul territorial et géopolitique majeur, puisqu'il passe d'un statut de grande puissance à celui de protectorat américain coupé de son environnement régional. Les États-Unis lui retirent sa souveraineté sur les archipels qui le bordent, tant à l'est - les îles Bonin - qu'au sud - Okinawa. Écarté d'Asie et du Pacifique, le Japon devient un territoire relié de manière quasi exclusive aux États-Unis<sup>51</sup>. L'URSS, quant à elle, obtient la cession des îles Kouriles et annexe illégalement un groupe d'îles de Hokkaidô<sup>52</sup>.

Le Japon ne recouvre sa pleine souveraineté qu'en 1952, avec le traité de San Francisco, mais les îles Bonin ne lui sont rétrocédées qu'en 1966, et l'archipel d'Okinawa qu'en 1972. L'île d'Okinawa abrite la principale base aérienne américaine en Asie. Son utilisation par l'armée américaine pour bombarder le Vietnam en fait le point focal du mouvement pacifiste japonais, et ce d'autant plus qu'elle avait été la seule partie du territoire japonais proprement dit à devenir un champ de bataille pendant la Guerre du Pacifique et qu'un tiers de sa population avait péri<sup>53</sup>.

Sa restitution est l'enjeu de négociations secrètes entre Washington et Tôkyô et ce n'est que la promesse faite par le Japon aux États-Unis qu'ils pourront continuer d'y utiliser les bases qui permet de les conclure. Cette condition est gardée secrète et n'est révélée par le journal japonais *Mainichi* que par une fuite. Okinawa est ainsi utilisée par le Japon comme gage de son indépendance et reste l'otage de la collaboration militaire américano-japonaise. L'abcès est toujours aujourd'hui douloureux, la majorité des forces américaines stationnées au Japon l'étant sur la petite île d'Okinawa, où la population réagit extrêmement mal à des incidents créés par des membres du personnel militaire américain. Ceux-ci, quand ils sont accusés de crimes sont en effet soustraits à la justice japonaise pour être jugés par la justice militaire américaine, ce qui ajoute à la très forte hostilité de la population locale<sup>54</sup>.

La route qui relie le Japon au détroit de Malacca via Okinawa et la Mer de Chine méridionale est vitale pour l'économie du pays. La principale raison est la dépendance du pays envers les hydrocarbures du golfe persique. C'est aussi une route stratégique indispensable à sa défense. Or, la question de l'archipel d'Okinawa est centrale pour le Japon, non seulement parce que l'archipel a toujours été considéré comme partie intégrante du pays par les grandes puissances depuis l'époque Meiji, mais aussi parce que plane sur lui le danger d'une contestation de la part de la Chine.

La menace chinoise sur les voies de communication du Japon est venue par le biais de revendications exprimées sur les îles Senkaku. Il s'agit de deux îles, aujourd'hui inhabitées, qui font partie administrativement du département d'Okinawa. Le Japon en a pris possession en 1895, au moment où, par le traité de Shimonoseki, la Chine reconnaissait sa défaite et cédait Taïwan au Japon. L'ambiguïté vient de là, car la Chine revendique ces îles comme appartenant à Taïwan, alors qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une cession de la part de la Chine et qu'aucune puissance n'en avait revendiqué la possession avant 1895. C'est lorsque la République de Chine populaire a compris, au début des années 1970, que les États-Unis allaient restituer Okinawa au Japon qu'elle a commencé à émettre des revendications. Alors que la position japonaise est solidement assise sur le droit international, la Chine appuie ses revendications sur

50 Concernant le rôle joué par le Japon dans le basculement du monde vers le Pacifique, voir Franck Michelin, *Le Japon et le basculement vers le Pacifique, 1940-45*, article publié en ligne sur le site du Réseau Asie et Pacifique du CNRS :

<http://www.gis-reseau-asie.org/article-en/japan-pivot-to-pacific-franck-michelin/japan-pivot-to-pacific-franck-michelin/>

51 Vié M., *Le Japon et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 253.

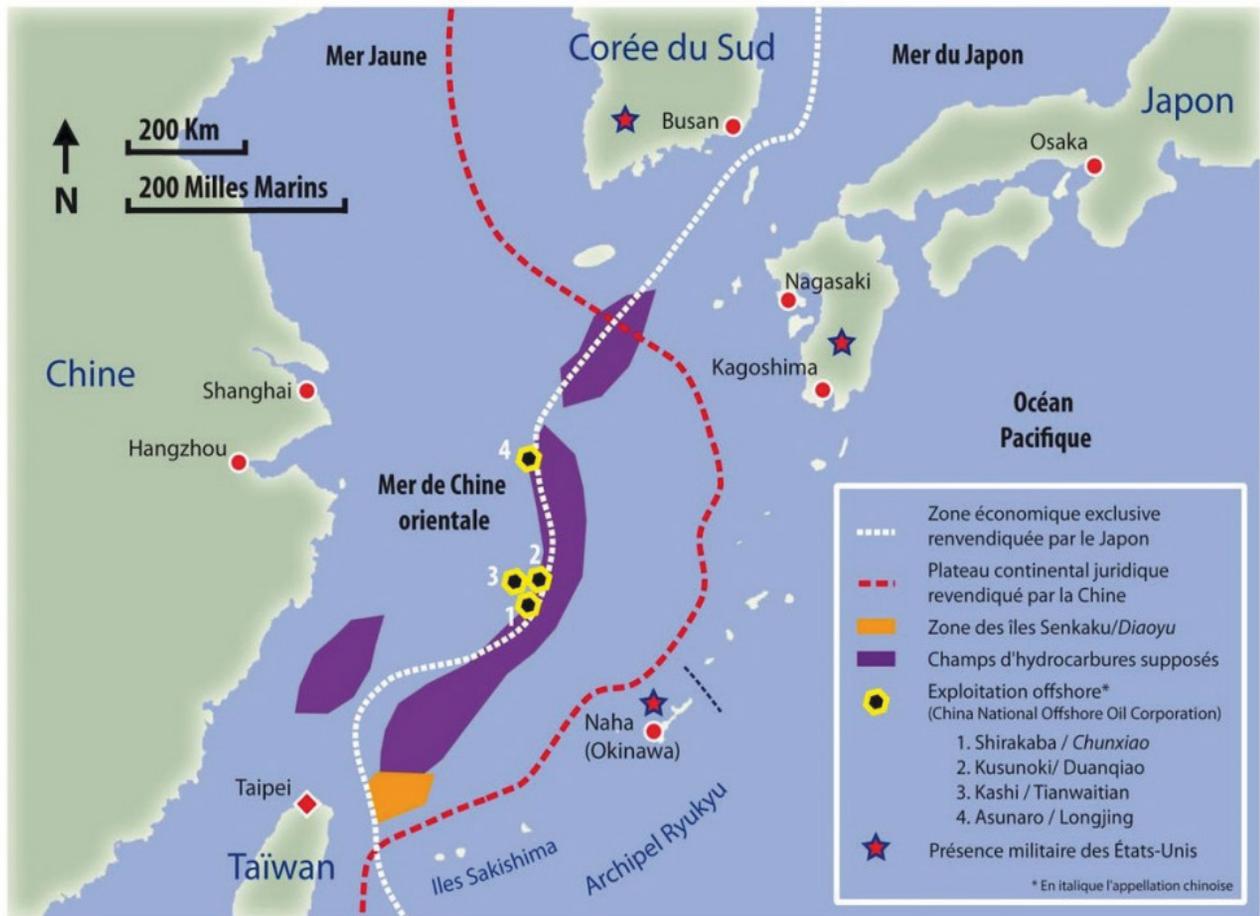
52 Il s'agit des îles Eorofu, Shikotan, Kunashiri, et des îles Habomai. Les Soviétiques les ont annexées sous le prétexte qu'elles auraient constitué l'extrémité méridionale des îles Kouriles, cédées par le Japon à l'issue de la Deuxième guerre mondiale. La résolution de cette question est toujours en suspens, toute tentative de compromis agitant les cercles nationalistes au Japon et en Russie, tandis que les Gouvernements des deux pays s'en servent de moyen de pression.

53 Havens T.R.H., *Fire Across the Sea: The Vietnam War and Japan 1965-1975*, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 22-29; Buruma I., *The wages of Guilt: Memories of War in Germany and Japan*, New York: Penguin Books, 1994, p. 285.

54 Murphy R.T., *Japan and the shackles of the past*, Oxford University Press, 2014, chap. 11.

l'existence de cartes et de textes anciens qui prouveraient que ces îles étaient connues de la Chine et que des navires chinois y faisaient escale. C'est un argument bien fragile, mais les revendications chinoises sont tellement appuyées depuis quelques années, que l'on en vient, en Occident, à refuser de choisir entre les noms japonais de Senkaku et chinois de Diaoyu<sup>55</sup>.

L'expansion maritime chinoise menace directement cette route vitale pour le Japon. Depuis le XVIII<sup>e</sup>



Jean-Emmanuel Medina, Centre de droit international, Université Jean Moulin Lyon 3.

www.diploweb.com, avril 2013

### Carte du conflit territorial Japon/Chine en mer de Chine orientale

siècle, le contrôle des routes maritimes constitue la clé de la domination mondiale. Pour la Chine, avoir accès à la haute-mer, contrôler les détroits et repousser la frontière maritime constituent des objectifs majeurs. Pour un Japon en déclin relatif, l'enjeu est de taille. Il tente d'y répondre, non seulement en maintenant son alliance militaire avec les États-Unis, mais également en développant des capacités navales de premier plan et en pratiquant une diplomatie active en direction des pays qui, à l'instar du Japon, se sentent menacés par l'expansion maritime chinoise - notamment les Philippines, le Vietnam et l'Inde<sup>56</sup>.

Les déclarations du nouveau président américain Donald Trump, lors de la campagne présidentielle, de ne plus assurer la protection du Japon font planer une incertitude sur le futur des relations américano-japonaises et l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique. Plus que jamais, le Japon se trouve face à la nécessité de repenser sa politique étrangère et de défense dans le Pacifique.

<sup>55</sup> Eldridge R.D., *The Origins of U.S. Policy in the East China Sea Islands Dispute: Okinawa's Reversion and the Senkaku Islands*, Londres, Routledge, 2014, *passim*; Toyoshita N., « *Senkaku mondai* » to ha nanika (Qu'est « question des îles Senkaku » ?), Iwanami Shoten, 2012.

<sup>56</sup> Concernant la puissance navale japonaise, voir Michelin F., « La puissance navale japonaise : entre histoire glorieuse et présent complexe », *Diplomatie*, n° 33, juillet 2016, p. 75-76.

# Japan and the Pacific:

history of a complex relation.

---

## ABSTRACT

Despite leaning against the Pacific Ocean along more than 3,000 km, Japan has not been strongly linked to the ocean during most of her history. In fact, during most of its history, the sea has been generally considered as a source of danger and only the Seto Inland Sea has been perceived positively as a kind of Japanese Mediterranean. If the sea was a source of civilization from the continent, it was also where the danger could come from, with the Mongols in the 13<sup>th</sup> century, and the Europeans – “Southern Barbarians” – in the 16<sup>th</sup>.

This is why, after having developed its relations with Southeast Asia during the 16<sup>th</sup> century, Japan closed itself during next two centuries. When the “Black Ships” of the Commodore Perry arrived in 1853, seclusion was not an option anymore and Japan decided to get modernized according to western rules and using western technology. From the end of the 19<sup>th</sup> century, she followed her new models in becoming a military and colonial power. However, despite the conquest of Taiwan from China in 1895, Japan continued to focus on Northeast Asia. This is only her failure against the USSR at the end of the 1930s, the evolution of the war in China as a quagmire and, above all, the opportunities created by the defeats in Europe of France, the Low Countries and the United Kingdom that opened to her the “southern seas”. Until the middle of the year 1942, Japanese armies were unstoppable and conquered an immense area from the Indian border to Australia and the Aleutian Islands.

Nevertheless, she was unable to resist the US counter-attack and, in August 1945, had to accept the defeat. Japan became a kind of American dominion, and it was only in 1972 that she recovered her last territory, Okinawa. Since this time, Japan had to face a new challenge with the rise of Chinese ambitions and naval capabilities. The security of Japan is still nowadays determined by the US protection, However, the uncertainty brought by the new Trump administration could lead Japan to reshape her policy in the Pacific.